



2018

RAPPORT
ANNUEL





Suivez toute l'actualité d'ECPAT France sur le net

www.ecpat-france.org

Twitter : @ecpatfrance

Facebook : ECPAT France

Crédits photographiques

Couverture : king232a (Pixabay), p.2 : Markus Spiske (Unsplash), p.5 : Daria Nepriakhina (Unsplash), p.8-9 : Annie Spratt (Unsplash), p.13 : Jenn Evelyn Ann (Unsplash), p.14 : Clément Sibony, p.19 : Aaron Burden (Unsplash), p.23 : Benny Jackson (Unsplash).

Les enfants reconnaissables sur les photos ne sont pas victimes d'exploitation sexuelle.

Conception graphique : Ophélie Rigault, www.oedition.com

Sommaire

4

Édito

6

Que s'est-il passé en 2018, en France et au niveau mondial ?

9

Nos objectifs de changement

12

Projet CAP

13

Projet AMINA

14

Projet PACKING

16

Projet ALERT
ACTORS REPORT

17

Projet ESCALE

18

Projet PARLE

21

Partenariats

5

2018 en chiffres

8

Nos projets

10

Pour un aperçu rapide de notre travail, une sélection de 12 activités

12

Projet SAFE

13

Focus : Projet KOUTCHA

15

Campagne « Don't Pay
With Your Life ! »

16

Projet PAX

17

Projet RANAVALONA

20

Rapport financier

Édito

L'année 2018 a été marquée pour tous les membres du réseau ECPAT (109 actuellement) par la tenue de l'assemblée générale à Bogota. Ce rendez-vous triennal est l'occasion de dresser un bilan de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le monde, et d'actualiser la feuille de route du secrétariat international et des membres du réseau pour les trois prochaines années. Les quatre objectifs stratégiques dessinent le rôle que s'engage à tenir le réseau : porter la voix et les perspectives des enfants victimes d'exploitation sexuelle ; contribuer au développement des connaissances ; encourager les partenariats multi-acteurs et multi-sectoriels ; et renforcer le réseau. Ces lignes sont dans la continuité du plan stratégique précédent, avec une plus grande attention portée à la redevabilité. ECPAT France œuvrera à rendre ces stratégies opérationnelles, dans le contexte qui est le sien et grâce à ses projets, dans les trois prochaines années. Ce rapport d'activité 2018 le souligne notamment par l'orientation des programmes pluri-annuels.

Il présente ainsi les différents projets auxquels l'association a participé ou qu'elle a pilotés en 2018. Chacun de ces projets est le fruit d'échanges, de rencontres, de retours d'expériences, d'expérimentations engagées depuis plusieurs années. Cette photo annuelle synthétique ne rend pas compte de ces chemins parcourus, des pistes de travail amorcées, ou des flux d'informations et d'échanges autour de ces projets. Parmi les fruits d'efforts engagés depuis plusieurs années, nous nous réjouissons particulièrement cette année de l'obtention d'un financement européen pour accompagner la création d'un centre pilote d'accueil et d'hébergement des enfants présumés victimes de traite des êtres humains en France, en partenariat avec l'association Koutcha.

ECPAT France a construit depuis son origine ses stratégies en intégrant l'action transnationale. Ce choix d'intervenir « ici et là-bas » est au cœur de notre identité. Une traduction de cet engagement cette année est un travail de recherche ambitieux sur deux pays (France et Nigéria), rendu possible grâce à une collaboration entre plusieurs ONG et instituts de recherche, à savoir les Amis du Bus des Femmes, le Centre National de la Recherche Scientifique, l'Institut Français de Recherche en Afrique dans le cadre du projet PACKING. L'étude « Groupes religieux, sociaux et criminels dans la traite des filles et femmes nigérianes » a été publiée début 2019.

L'exploitation sexuelle des enfants touche au plus intime de la personne humaine. C'est pourquoi il y a toujours urgence à éradiquer ce fléau. Cela ne sera possible qu'en réinventant les partenariats pour toujours élargir l'expérience et mener une action plus ajustée. A notre échelle, nous en faisons une priorité pour les années à venir.



Philippe Chevillard
Président d'ECPAT France



2018 en chiffres



Employés en France et
à l'étranger

34 dont
18 femmes



Personnes d'Acting for Life
assurant des fonctions
supports administratives
et financières pour ECPAT



Projets en cours

13



Partenariats
opérationnels

38



Collectifs ou réseaux
français auxquels
ECPAT adhère

8



Cadres stratégiques ou
lois commentés

4



Rencontres avec le
gouvernement
ou les instances
indépendantes

16



1 096 abonnés



2 110 J'aime



Budget 2018

4 913 250
euros



Financements acquis sur
les projets en cours

5 683 917
euros

Que s'est-il passé en 2018, en France et au niveau mondial ?

01 JANVIER

Le Comité de Lanzarote remet son Deuxième Rapport de mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels portant sur les stratégies de lutte contre les abus sexuels commis dans le cercle de confiance.

<https://rm.coe.int/t-es-2017-12-fr-final-lanzarotecommitteereportcircleoftruststrategies/16807b8a61>

02 FEVRIER

L'étude « Vers un Indicateur international, Pour les victimes non identifiées des contenus mettant en scène l'exploitation sexuelle des enfants » est publiée par ECPAT International et INTERPOL.

https://www.ecpat.org/wp-content/uploads/2018/02/ICARE-Summary-Report_FR.pdf

03 MARS

Le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale CNDSI se réunit le 22 mars. À l'ordre du jour, une discussion sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales souhaitée par le gouvernement pour réviser la LOP-DSI [toujours en projet à ce stade].

05 MAI

Le GRETA (Groupe d'Experts sur la lutte contre la traite des êtres humains) a publié son 7ème rapport avec un chapitre thématique concernant la traite des enfants. Le rapport se fonde sur un travail de suivi pays par pays et émet les recommandations aux États.

<https://rm.coe.int/greta-2018-1-7gr-fr/16807af481>

06 JUIN

Le Sommet international sur la protection des enfants lors des voyages et du tourisme est organisé à Bogota DC, Colombie, les 6 et 7 juin 2018. Plus de 450 dirigeants de gouvernements, d'ONG, d'entreprises du tourisme y participent. Le Sommet s'est conclu par un Appel à l'Action.

<https://www.wttc.org/-/media/files/reports/2018/child-protection-call-for-action-summit-2018.pdf>

Le Comité de Lanzarote publie une Déclaration sur la protection des enfants migrants et réfugiés contre l'exploitation et les abus sexuels.

<https://rm.coe.int/declaration-sur-la-protection-des-enfants-migrants-et-refugies-contre-/16808b78dd>

08 AOÛT

Le 5 août 2018, en France est promulguée au Journal Officiel la loi du 3 août 2018 dite de « renforcement de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles » (ou Loi Schiappa). Cette loi est en contradiction avec la Convention du Conseil de l'Europe concernant la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels qui prévoit que chaque Etat Partie détermine un âge en deçà duquel il n'est pas permis de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant.



09 SEPTEMBRE

Le 10 septembre 2018, la loi « Asile et Immigration » est promulguée en France, malgré la communication conjointe adressée au gouvernement par le Haut Commissariat aux droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage et la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains. Cette loi ne prend pas en compte la spécificité des victimes de traite (<http://contrelatraite.org/index.php/node/382>) et prévoit le fichage des mineurs isolés.

Le député Hervé Berville publie un rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement « Un monde commun, un avenir pour chacun ».

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/09/rapport_de_m._herve_berville_depute_-_modernisation_de_la_politique_partenariale_de_developpement_-_aout_2018.pdf

10 OCTOBRE

La Commission sociale, humanitaire et culturelle de l'Assemblée Générale des Nations-Unies lors de ses sessions 2018 discute de la situation mondiale en matière d'exploitation sexuelle des enfants ; et de la vulnérabilité des femmes à la traite des êtres humains

<https://www.un.org/press/fr/2018/agshc4244.doc.htm>

11 NOVEMBRE

Le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme des Nations-unies est le plus grand rassemblement annuel au monde consacré aux entreprises et aux droits de l'homme. Une session a permis de discuter de la « diligence raisonnable en matière de droits de l'homme dans le secteur des voyages et du tourisme », co-organisée par ECPAT International et le Partenariat international pour le tourisme.

12 DÉCEMBRE

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte de Marrakech), adopté le 19 décembre 2018, vise à couvrir toutes les dimensions de la migration internationale. Les acteurs de la protection de l'enfance sont vigilants sur le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

<http://www.lostinmigration.eu/Recommendations2019>

ECPAT International, ainsi que plus de 50 autres ONG de défense des droits de l'enfant, ont réagi aux proposition de modification de la législation européenne en matière de protection de la vie privée en ligne. En l'état, la législation interdirait les logiciels spécialisés permettant de suivre les images d'abus sexuels sur enfants. [Le projet de règlement sur la confidentialité et les communications électroniques (règlement sur la protection de la vie privée) est actuellement à l'examen à Bruxelles].

Le 27 décembre 2018, La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des en-

fants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant examine la question de la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants dans le contexte du sport. Elle rappelle aux Etats l'obligation d'engager la responsabilité des personnes morales et de veiller à ce que des sanctions appropriées soient prises contre les personnes qui facilitent la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants.

http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?m=137

Le 28 décembre 2018 le député de l'Ille-et-Vilaine Mustapha Laabid dépose une proposition de loi « visant à traiter de manière spécifique la prostitution des mineurs ». La proposition de loi s'emploie à adapter la législation aux spécificités qui sont nombreuses autour de ce phénomène notamment en renforçant les moyens des services sociaux et judiciaire ainsi que de lutter contre un déni collectif.

<http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1650.asp>

L'ONUDC publie son 4ème rapport mondial sur la traite des personnes. Ce rapport couvre 142 pays et donne un aperçu des tendances et des flux de la traite des personnes aux niveaux mondial, régional et national. L'ONUDC a également publié un rapport sur le point particulier de la traite des personnes dans un contexte de conflit armé.

https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTiP_2018_BOOK_web_small.pdf;

https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018_BOOKLET_2_Conflict.pdf

Nos projets

Les projets présentés dans ce rapport ont été initiés, financés et opérés par, avec ou grâce à d'autres organisations françaises, européennes ou du Sud (*cf partenariats*).



Nos objectifs de changement

Le réseau ECPAT a défini plusieurs leviers d'action pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants. Nos projets ont pour objectifs de contribuer à ces changements.



La réduction de la demande pour des relations sexuelles avec des enfants, par le biais de recherches sur le comportement des abuseurs et les moyens qu'ils utilisent.



L'amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques favorisant la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle des enfants.



Le renforcement de la législation et des systèmes judiciaires grâce à l'amélioration des lois et de leur application dans les pays, et une collaboration renforcée avec les organismes régionaux et mondiaux de promotion et protection des droits.



Le renforcement des services de rétablissement et de réinsertion, des services juridiques, et autres services sociaux et de soutien pour les enfants.



La réduction des risques et de la vulnérabilité des enfants face à l'exploitation sexuelle des enfants dans un contexte d'évolution rapide de la technologie, des services et des infrastructures, par l'utilisation novatrice de la technologie et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises.



Le renforcement du leadership, des politiques, des systèmes et de l'allocation des ressources pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants aux niveaux mondial et national.



La réduction de la pauvreté et des conditions économiques qui accentuent la vulnérabilité des enfants face à l'exploitation sexuelle et favorisent son occurrence à tous les niveaux.

Pour un aperçu rapide de notre travail, une sélection de 12 activités

Janvier

Une mission des chercheuses de l'Institut français de Recherche en Afrique (IFRA), basé au Nigéria, a été organisée afin qu'elles puissent rencontrer des jeunes femmes nigérianes en situation de prostitution à Paris accompagnées par Les Amis du Bus des Femmes, partenaire du projet PACKING. Ces rencontres avaient également pour but que les acteurs nigériens et français puissent se rencontrer dans le cadre de l'écriture de la recherche Packing sur l'implication des groupes sociaux, religieux et criminels dans la traite des filles et femmes nigérianes (<https://ecpat-france.fr/publications-france-europe/>).

Mars

Une nouvelle édition du concours Don't Look Away a été lancée en partenariat avec l'ACPE et la FFTST. Les étudiants étaient invités à créer une affiche avec un visuel et un message à destination des touristes et voyageurs pour les sensibiliser à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Parmi les plus de 80 affiches mises en compétition, c'est la proposition d'étudiants de l'IEFT Lyon qui a remporté la 1ère place.



Mai

Le procès *Authentic Sisters* s'est ouvert à Paris le 14 mai 2018 pour s'achever le 30 mai. Sur le banc des accusés, 16 personnes dont onze femmes. L'enquête avait commencé en 2014 suite à la plainte déposée par l'une des victimes de ce réseau de traite. Les policiers ont dénombré une cinquantaine de jeunes nigérianes victimes de traite orchestrée par un club de femmes-proxénètes, les *Authentic Sisters*. ECPAT France s'était porté partie civile.

Février

L'équipe du Bureau ECPAT France de Ouagadougou a co-animé, avec CIFIHA un atelier de sensibilisation et d'information auprès de 30 parlementaires au Burkina Faso sur la situation de l'exploitation sexuelle des enfants (ampleur et conséquences sur les enfants, leur famille et la société). Cet atelier visait à rappeler le rôle des pouvoirs publics dans la prévention et la protection des enfants victimes, dans le cadre des activités de plaidoyer du programme PARLE.



Avril

Le « guide du voyageur responsable à Madagascar » propose 12 conseils aux voyageurs pour protéger les enfants. Il est porté par ECPAT France, le Ministère du Tourisme malgache, l'Office National du Tourisme de Madagascar, TUI France, Air France et l'Agence Française de Développement dans le cadre du projet ESCALE à Madagascar. Le guide est disponible en anglais et en italien.

Juin

L'équipe du projet RISE Learning network a animé une formation sur l'animation de recherches participatives à Madagascar et en Ouganda, auprès de jeunes survivants d'exploitation sexuelle, en collaboration avec ECPAT France et UYDEL dans le cadre du programme PARLE. Ces formations ont permis de lancer 2 recherches dans chacun de ces pays, afin d'apprendre des expériences des enfants et jeunes affectés par l'exploitation sexuelle, pour améliorer les politiques et pratiques en matière de rétablissement et réinsertion (<https://ecpat-france.fr/publications-a-l'international/>).

Juillet

Les partenaires du projet PAX au Maroc Al KARAM, AMANE, ANIR, BAYTI, KEEP SMILING, WIDAD, 100% MAMANS, ont été réunis avec ECPAT France et ECPAT Luxembourg, pour un atelier de pilotage du projet et d'échanges de pratiques. Cet atelier a permis aux partenaires de mieux connaître les activités des autres partenaires et de partager des outils de sensibilisation.

Septembre

La CNCDH a contacté le collectif AEDE pour proposer une audition dans le cadre de leur avis sur la lutte contre les violences sexuelles. ECPAT France a fait partie de la délégation du Collectif et a pu donner son avis le 4 septembre sur les deux sujets de discussion, l'architecture globale des infractions relatives aux violences sexuelles dans le code pénal (et notamment la question de l'âge en-deçà duquel l'enfant est réputé ne pas pouvoir consentir), et les stratégies de prévention.



Novembre

Dans le cadre du projet AMINA, coordonné par MISSING CHILDREN EUROPE, ECPAT France a animé un atelier multidisciplinaire de simulation des mesures de protection déployées dans des situations de disparitions/ traite de mineur(e) non accompagné(e) autour d'un cas fictif en impliquant procureur, avocat, administrateurs ad hoc, éducateurs spécialisés, officiers en charge des demandes d'asile... Le même exercice a été réalisé dans 5 autres pays européens. Les résultats de ces ateliers ont permis d'identifier les trois priorités suivantes : la désignation immédiate d'un représentant légal, la nécessité d'augmenter la capacité en hébergement pour la mise à l'abri et le placement de ces enfants et l'importance d'une formation renforcée des professionnels.



Août

À Madagascar, le projet RANAVALONA a permis d'écrire 12 contes, « 12 histoires pour dire non aux violences subies par les filles à Madagascar ». Ces récits pour enfants mettent en lumière les discriminations traditionnelles faites aux filles à Madagascar, et valorisent les valeurs et comportements permettant aux filles d'accéder à leurs droits. Ils ont été publiés pour être distribués dans les écoles et les communautés.

Octobre

En octobre, la campagne de sensibilisation Don't Pay With Your Life ! a été lancée sur Facebook. Au travers de témoignages, de séries web-fiction et d'articles réalisés en partenariat avec des acteurs de terrain nigériens, cette campagne a pour objectif de sensibiliser les jeunes filles (ou garçons) originaires de l'Etat d'Edo au Nigeria à la traite des êtres humains et plus particulièrement aux risques de traite liés à un parcours migratoire du Nigeria vers l'Europe.

Décembre

Dans le cadre du projet SAFE, les départements du Nord, Pas de Calais, Isère et Meurthe et Moselle ont échangé sur les dispositifs de familles d'accueil bénévoles et temporaires accueillant des mineurs étrangers non accompagnés grâce à une série d'ateliers d'échange entre responsables et intervenants des départements et des associations impliquées dans cette problématique. Le troisième atelier organisé à Nancy a été centré sur les outils élaborés ou en cours d'élaboration pour la présentation du projet d'accueil ainsi que pour le recrutement et la sélection des familles accueillant des mineurs non accompagnés.

FRANCE

Projet CAP



Financement : Fondations



Début du projet : 1^{er} octobre 2017



Le projet a pour objectif d'améliorer l'identification et l'orientation des victimes de traite des êtres humains, notamment à travers le renforcement des capacités des professionnels en contact avec les enfants et l'amélioration des systèmes de protection.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion et autres services sociaux]

84 professionnels formés sur la TEH ; coordination d'une demande de financement pour la création d'un centre anonyme pour enfants victimes de traite ; élaboration de brochures et/ou vidéos avec et pour des mineurs étrangers sur l'accès aux droits en Bengali, Darija, Espagnol, Lingala, Peul, Somali, Soussou, Wolof, Italien, Bambara, Malinké, Ourdou, Dioula, Soninké, Serbo-Croate, Arabe Tchadien.



[renforcement des lois et des systèmes judiciaires]

Participation aux consultations du gouvernement ; participation à l'élaboration des positionnements collectifs (Collectif contre la traite et Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant).



[renforcement du leadership]

Plaidoyer pour un deuxième plan d'action national ; remontées d'information aux instances onusiennes ou européennes (GRETA, Comité des Droits de l'Homme) ; participation à la Plateforme européenne contre la TEH.



FRANCE

Projet SAFE



Partenaires : Départements du Nord, Pas de Calais, Isère, Meurthe et Moselle



Financement : Fondations



Début du projet : 1^{er} janvier 2018



Le projet vise à soutenir les actions de développement des systèmes de familles d'accueil hébergeant des mineurs non accompagnés en situation de migration.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[renforcement des services sociaux]

1 étude comparée des pratiques ; 3 ateliers interdépartementaux organisés sur les familles d'accueil (statut, rémunération et encadrement) et sur les pratiques de recrutement et d'accompagnement des familles.

FRANCE - EUROPE

Projet AMINA



Financement : Missing Children Europe



Début du projet : 1^{er} juillet 2017



Le projet vise à adresser les faiblesses des systèmes de protection favorisant la disparition et l'exploitation des mineurs étrangers non accompagnés dans le contexte particulier de leur mobilité entre pays européens, et à favoriser un environnement où les procédures visent en premier lieu l'intérêt supérieur de l'enfant.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[renforcement de la législation et des systèmes judiciaires]

participation à 2 ateliers multi-pays ; organisation et facilitation d'une simulation de cas fictif en France ; contribution au rapport de bonnes pratiques.

FRANCE - EUROPE

Projet KOUTCHA



Partenaires : Association Koutcha (France) et Centre Esperanto (Belgique)



Financement : Commission européenne



Ce projet vise à améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement des enfants présumés victimes de la traite des êtres humains en Europe, particulièrement les enfants sous l'emprise de réseaux criminels. Le projet va permettre d'accompagner l'ouverture d'un centre pilote en France géré par l'association Koutcha en s'appuyant sur le modèle et l'expérience du centre Esperanto implanté en Belgique. Ces centres sont pensés pour organiser la sécurité et la protection des enfants, mais aussi les soutenir, les accompagner et les orienter dans leur projet de vie, de manière globale (juridique, judiciaire, sanitaire, éducatif, scolaire/professionnel, psychologique) et individualisé (dans le respect du jeune et de sa culture) afin de leur permettre de s'intégrer socialement. Plus largement, le projet proposera des espaces et des rencontres entre professionnels travaillant dans les structures de prise en charge de différents pays pour mieux répondre aux besoins de ces enfants.



Réalisations 2018 : l'atelier de lancement du projet a eu lieu en décembre 2018.

Projet PACKING



Partenaires : Amis du Bus des Femmes, CNRS, IFRA, Girls Power Initiative



Financement : UE



Début du projet : 1^{er} janvier 2017



Le projet a pour objectif de prévenir et protéger les filles et les jeunes femmes de la région de l'Edo au Nigéria contre les violences et notamment contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Le projet prévoit de développer une campagne d'information dans les communautés, d'appuyer des jeunes filles vulnérables au départ ou à la re-victimisation, et d'améliorer les connaissances sur les réseaux de traite.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[amélioration des connaissances, attitudes et pratiques]

37 353 enfants informés par les élèves sensibilisés en 2017 ; 1 programme de sensibilisation sur la traite hebdomadaire sur les radios ; 5 campagnes sur les marchés et 5 campagnes dans les gares routières.



[réduction des risques par l'utilisation novatrice des technologies]

4 séries web et 12 vidéos tournées pour alimenter 1 campagne sur les réseaux sociaux *Don't Pay with Your Life*.



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion]

10 filles rapatriées accompagnées dans leur réinsertion.



[réduction de la pauvreté]

50 foyers vulnérables appuyés (aide à la scolarisation des enfants, renforcement économique).



[renforcement des systèmes judiciaires]

1 étude (publiée en mars 2019) sur l'implication des clubs de femmes, des temples et des groupes cultistes dans la traite des êtres humains.



FOCUS

CAMPAGNE

« DON'T PAY WITH YOUR LIFE ! »

Le projet PACKING a pour objectif de sensibiliser les jeunes femmes et enfants ciblés par les réseaux impliqués dans la traite. Outre les activités de prévention dans des écoles, une campagne Facebook ciblant les jeunes filles d'Edo State et visant à contrer l'image idyllique renvoyée depuis la France par la communauté nigériane a été largement diffusée.

Cette campagne, dont le slogan a été proposé par les jeunes nigérianes bénéficiaires des Amis du Bus des Femmes à Paris (« Don't Pay With Your Life ! »), a été diffusée sur une page dédiée et a duré 6 mois.

Afin d'alimenter la page Facebook en contenus de sensibilisation à destination des jeunes femmes nigérianes vivant dans l'Edo State, plusieurs outils ont été élaborés :

Des vidéos courtes à partir de témoignages : Un photojournaliste s'est rendu en Libye et au Nigéria afin de recueillir des témoignages de jeunes femmes ayant tenté de se rendre en Europe via la Libye. Les jeunes femmes ont été interrogées sur les raisons de leur départ, les conditions de voyage et les dangers de la route migratoire. A partir des enregistrements, 12 vidéos ont été réalisées sur les messages clés ressortis des témoignages : la traversée de la Méditerranée, les mensonges des trafiquants, l'enfer libyen, les espoirs et rêves déçus, etc.

Des séries web-fiction : le partenaire du projet au Nigéria, Girls' Power Initiative (GPI) a produit 4 fictions de 12 épisodes, de type « Nollywood », sur la réalité de la migration et la traite (recrutement, parcours, avortements au retour, etc.). Ces vidéos ont été réalisées à partir des cas partagés par la NAPTIP et des histoires remontées des jeunes filles prises en charge par GPI.

Posts réguliers pour maintenir la page active : pour compléter ces fictions, des « teasers » ont été élaborés afin d'annoncer chaque épisode et sa thématique. Par ailleurs, des articles de presse, des sondages, des tweets et des extraits de discours de personnalités influentes, comme l'Oba de Benin City, ont été publiés.

LES RÉSULTATS

170 publications

461 657 interactions dont :



276 341
« vues de
vidéos »



144 673
mentions
« j'aime »



1133
commentaires



1990
partages de
publication

378 284 personnes atteintes dont :



96 %
sont des
femmes



4 %
sont des
hommes



15 % ont
entre 13 et
17 ans



69 % ont
entre 18 et
24 ans



16 % ont
entre 25 et
34 ans



93,5 % viennent
de l'État d'Edo
au Nigeria

Projet ALERT

ACTORS

REPORT



Partenaires : ECPAT Allemagne, ECPAT Autriche, ECPAT Belgique, DCI-ECPAT Pays-Bas



Financement : UE



Début du projet : 1^{er} septembre 2018



Le projet Alert Actors Report poursuit 3 objectifs principaux : la construction d'un environnement protecteur dans le secteur du voyage/tourisme pour les enfants, contre l'exploitation sexuelle, grâce à une sensibilisation accrue des voyageurs, à la formation des professionnels et futurs professionnels du tourisme et à l'engagement du secteur privé ; le renforcement de la coopération entre les différents acteurs de 5 pays européens et l'amélioration des mécanismes de signalement pour mieux gérer les signalements d'exploitation sexuelle des enfants, en développant notamment des standards de qualité et la formation des professionnels.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[réduction de la demande]

1 recherche comparative sur les mécanismes de signalement dans 5 pays européens.



[promotion de l'engagement du secteur privé]

466 étudiants en BTS tourisme sensibilisés en France sur l'exploitation sexuelle des enfants dans les voyages et le tourisme.

Projet PAX



Partenaires : ECPAT

Luxembourg, ANIR, BAYTI, 100% mamans, AL KARAM, WIDAD, KEEP SMILING



Financement : AFD, ECPAT

Luxembourg et MAE Luxembourg



Début du projet : 1^{er} janvier 2017



Le projet vise à prévenir et protéger les enfants et jeunes face à l'exploitation sexuelle, notamment dans le cadre des voyages et du tourisme au Maroc, à travers la sensibilisation, la mobilisation, le renforcement de capacités et la coordination des acteurs clés. Le projet vise à réduire l'exposition des enfants et des jeunes à l'exploitation sexuelle ; renforcer l'engagement des acteurs du secteur privé dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, notamment dans l'industrie touristique et renforcer les mécanismes d'identification et de prise en charge pour les victimes.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[amélioration des connaissances, attitudes et pratiques]

2 vidéos ont été développées avec les enfants, afin de sensibiliser les enfants, leur famille et le grand public sur l'exploitation sexuelle ; 1 253 filles et 1 104 garçons ont été sensibilisés à la question de l'exploitation sexuelle (information sur leur droits et programme d'auto-protection) ; 413 familles ont été sensibilisées sur la question de l'exploitation sexuelle et ont reçu des informations pour mieux protéger leurs enfants.



[promotion de l'engagement du secteur privé]

64 étudiants et 66 professionnels du tourisme ont été formés sur la question de l'exploitation sexuelle dans le cadre des voyages et du tourisme (manifestations, mécanisme de signalement, etc).



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion]

34 filles et 14 garçons victimes de violence sexuelle ont été accompagnés par les associations partenaires ; 24 professionnels de la protection de l'enfance ont été formés sur la prise en charge de cas d'enfants victimes d'exploitation sexuelle.

Projet ESCALE



Partenaires : Cœur et Conscience, SOS Village d'enfants Tuléar, CDEF, Tandem, SOS Village d'Enfants Tananarivo, Association ManaoDE « Agir pour les Droits de l'Enfant », ONG Manda, ONG Tsinjo Manampy Ny Ankizy, ONG Aina, Enfance et Avenir



Financement : AFD, Australian Aid



Début du projet : 1^{er} septembre 2016



Le projet a pour objectif de réduire la demande des relations sexuelles avec des mineurs en améliorant les mécanismes étatiques et communautaires de protection des enfants dans les villes touristiques, et renforcer les services de rétablissement et de réinsertion



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[amélioration des connaissances, attitudes et pratiques]

Publication du Guide du voyageur responsable ; 1 039 élèves et 1 618 jeunes de quartiers défavorisés orientés sur les relations affectives et sexuelles non violentes ; 3 groupes d'hommes, 8 associations locales et 4 associations pères-mères formés à la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes.



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion]

274 membres des réseaux de protection de Nosybe, Majunga, Diégo, Antsirabe et Tuléar formés ; appui à la prise en charge et réinsertion de 200 enfants.



[promotion de l'engagement du secteur privé]

105 futurs professionnels du tourisme sensibilisés à Fianarantsoa, Antananarivo et Majunga ; 161 professionnels du tourisme formés ; promotion du Code de conduite (visites de contrôle de 180 signataires à Tuléar, Majunga, Diego, Nosy Be ; 55 nouveaux adhérents) ; 1 rapport d'analyse du traitement de l'enfant et de l'enfance dans les médias.

Projet RANAVALONA



Partenaires : Association Tandem, Association antiviolence, CDEF – Scout et Jeunes animateurs FISA, Cœur et Conscience, Association Vorongze



Financement : ONUFEM



Début du projet : 15 avril 2017



Le projet a pour objectif d'accompagner la réinsertion et l'accès à la justice des jeunes filles survivantes d'exploitation sexuelle, y compris en favorisant la compréhension et l'implication de leurs communautés dans leur réinsertion ; et dans la prévention des violences.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[amélioration des connaissances, attitudes et pratiques]

1 manuel de formation « nouvelles masculinités » ; 11 groupes d'hommes et 68 clubs d'enfants constitués ; 483 responsables communautaires formés ; 2287 membres de la communauté sensibilisés ; 12 contes publiés ; 1 étude sur les violences sexuelles (en cours).



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion]

78 filles accompagnées dans leur réinsertion ; 167 intervenants sociaux formés sur la prise en charge.



[promotion de l'engagement du secteur privé]

93 journalistes formés ; 1 observatoire des médias.

MULTI-PAYS

Projet PARLE



Partenaires : ECPAT France/ECPAT Luxembourg/ECPAT International ; ANTD, ANPPCAN, CIFDHA, Communauté ABEL, KEOOGO, RISE Learning Network, SOS Violences sexuelles, UNDUGU Society of Kenya, UYDEL



Financement : AFD, MAE Luxembourg, ECPAT International, Fondation de France



Début du projet : 1^{er} janvier 2017



Ce programme multi-pays en Afrique vise à réduire la vulnérabilité des enfants face à l'exploitation sexuelle, notamment en renforçant la participation des enfants et des jeunes dans les programmes de prévention et protection. Les recommandations faites par les enfants et les autres activités développées dans le programme permettront de faire évoluer les politiques, législations et programmes de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en Afrique.



PRINCIPALES RÉALISATIONS SUR 2018



[renforcement des services de rétablissement et de réinsertion]

1 297 enfants victimes d'exploitation sexuelle identifiés et orientés (en fonction des cas, les enfants ayant été pris en charge reçoivent un appui psychologique, une aide vestimentaire, sanitaire et alimentaire, la possibilité d'être hébergés en urgence, des soins médicaux, etc.) ; 40 enfants et jeunes ont participé à des recherches participatives en Ouganda (26 enfants et jeunes – filles et garçons) et à Madagascar (14 filles et jeunes femmes) afin d'interroger et d'être interrogés sur les facteurs ayant facilité leur réinsertion.



[amélioration des connaissances, attitudes et pratiques]

6172 enfants et jeunes ont bénéficié de séances d'information et de sensibilisation lors de maraudes, de journées récréatives, de séances d'autoprotection ou de journées de sensibilisation plus spécifiques sur le VIH ou les grossesses précoces, etc. 124 d'entre eux ont été formés pour être pairs éducateurs afin de diffuser des messages d'autoprotection aux autres enfants et jeunes ; 42 enfants ont témoigné lors d'ateliers créatifs au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Niger sur leur situation d'exploitation sexuelle.



[renforcement de la législation et des systèmes judiciaires]

Expertise auprès des gouvernements ayant contribué à l'élaboration d'un nouveau Plan d'action national au Kenya et la révision du code pénal relatif aux violences sexuelles au Burkina.



[renforcement du leadership]

Des remontées d'information aux instances chargées des droits de l'homme (21 recommandations reprises dans les observations finales de l'Examen Périodique Universel ou du Comité des droits de l'Enfant sur le Niger, Burkina Faso et Sénégal).



Rapport financier



EXERCICE 2018

Les comptes d'ECPAT France sont audités annuellement par un Commissaire aux comptes, le cabinet FAREC. Les comptes certifiés sont publiés ensuite au Journal Officiel. La présentation suivante en est le résumé. Cette présentation est conforme à la réglementation comptable spécifique aux associations. Elle prend en compte notamment l'impact des projets engagés sur plusieurs années (2 à 3 ans en moyenne).

Les projets co-financés par des bailleurs institutionnels font également l'objet d'audits de vérification des dépenses réguliers.

COMPTE DE RÉSULTAT

	2018	2017	Var.
PRODUITS	K€	K€	K€
<i>Produits d'exploitation</i>			
Production vendue (biens et services)			
Subventions d'exploitation	3 041	2 443	598
Reprises amortissement, provisions, transferts de charges	13	26	-13
<i>Produits financiers</i>			0
Total (I)	3 054	2 469	585
<i>Produits exceptionnels (II)</i>			0
Report de ressources non utilisées sur exercices antérieurs (III)	1 902	2 441	-539
Total des produits (I+II+III)	4 956	4 910	46

CHARGES

<i>Charges d'exploitation</i>			
Autres charges externes	256	448	-192
Impôts, taxes	12	8	4
Rémunération du personnel	297	280	17
Charges sociales	124	109	15
Dotation aux amortissements	0	0	0
Dotation aux provisions			0
Subventions accordées par l'association	1 615	1 124	491
<i>Charges financières</i>			0
Total (I)	2 304	1 970	334
<i>Charges exceptionnelles (II)</i>			0
Engagements à réaliser sur ressources affectées (III)	2 610	2 895	-286
Total des charges (I+II+III)	4 913	4 865	48

RÉSULTAT	43	45	-2
-----------------	-----------	-----------	-----------

Le compte de résultat présente l'activité de l'année en mettant en avant les principaux postes de produits et de charges. Les variations constatées d'une année à l'autre sont le reflet du cycle de projet, avec un renouvellement réalisé tous les 3 à 4 ans.

Les ressources

Au 31/12/2018, les ressources s'élèvent à 4 956K€, contre 4 910K€ au 31/12/2017, soit une augmentation de 46K€. Cette faible variation s'explique essentiellement par l'augmentation des subventions d'exploitation (+ 598 K€) et la baisse du report de ressources non utilisées sur exercices antérieurs (-539€), en lien direct avec la fin de plusieurs projets sur 2017.

En 2018, 4 nouveaux projets ont démarré : La Convention Programme PARLE (1 356K€) cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Fondation de France mis en œuvre en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, le projet Alert Actors (229 K€) cofinancé par l'Union Européenne (500 K€) mis en œuvre en Europe, et les projets KOUTCHA cofinancé par l'Union Européenne (500 K€) et CAP (196 K€) mis en œuvre en France.

Le report de ressources non utilisées sur exercices antérieurs est constitué par les reprises de fonds dédiés constatées en cours d'exercice. Il correspond aux ressources sécurisées pour couvrir les charges des projets (engagées et à engager) mais non encore dépensées à l'ouverture de l'exercice.

Les emplois

Les charges d'exploitation sont constituées pour 70% par les subventions accordées par l'association. Il s'agit essentiellement des transferts de fonds versés aux partenaires locaux de mise en œuvre des projets. La hausse constatée sur ce poste s'explique essentiellement par le démarrage des 4 nouveaux projets sur l'année.

Les engagements à réaliser sur ressources affectées correspondent aux fonds déjà reçus devant être affectés aux exercices ultérieurs des projets en cours ou des projets à venir mais qui ne sont pas encore définitivement mis en place. Leur augmentation est le reflet des projets démarrés sur l'année.

BILAN

	2018 brut K€	Amt & prov	2018 Net K€	2017 Net K€	Var. K€
ACTIF					
<i>Actif immobilisé</i>					
Immobilisations corporelles	17	16	1	0	0
<i>Actif circulant</i>			-		0
Autres créances	1 147		1 147	842	305
Disponibilités	2 404		2 404	2406	-2
Caisse			-	0	0
Charges constatées d'avance	3		3	3	0
TOTAL ACTIF	3 267	16	3 251	2 548	703

PASSIF					
<i>Fonds propres</i>					0
Report à nouveau			400	355	45,3
Résultat de l'exercice			43	45	-2
PRC					0
<i>Fonds dédiés</i>			2 969	2 323	646
<i>Dettes</i>					0
Emprunts et dettes assimilées			50	287	-237
Fournisseurs et comptes rattachés			16	75	-58,8
Dettes fiscales et sociales			76	77	-1
Autres dettes			-	89	-89
<i>Produits Constatés d'avance</i>			-	0	0
TOTAL PASSIF			3 555	3 251	303,5

Le bilan traduit la situation d'ECPAT France au 31 décembre 2018.

L'actif

L'actif détaille le patrimoine de l'association qui est composé essentiellement de subventions à recevoir (rubrique « autres créances ») et de trésorerie.

Les autres créances sont constituées à 76% par les créances AFD (567 K€) ; Union Européenne (161 K€) et ONUFEM (149K€).

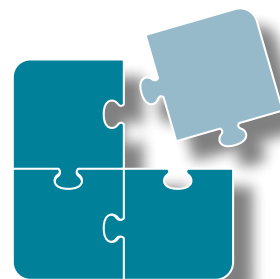
Leur augmentation s'explique notamment par le démarrage des 4 nouveaux projets sur 2018.

Le passif

Les fonds dédiés correspondent à des fonds dédiés à la réalisation de projets sur les années à venir.

Leur augmentation (+28 %) est liée à au démarrage des nouveaux projets sur 2018. Le poste des emprunts et dettes assimilées correspond à deux comptes bancaires débiteurs à la banque au 31/12/2018. Sans impact sur la position globale de trésorerie car ils sont intégrés dans la fusion des comptes globalement positive mise en place pour le suivi permanent de la trésorerie.

Partenariats



RÉSEAUX ET ADHÉSIONS



PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS







ECPAT France

40 avenue de l'Europe

93350 Le Bourget

Tel. : (+33)1 49 34 83 13

Fax : (+33)1 49 34 83 10

contact@ecpat-france.org

www.ecpat-france.org